

En finir avec les panneaux électoraux publics ?

Le contexte

L'affichage public en vue des prochaines communales a fait l'objet d'une polémique à Liège. L'occasion de se demander si ce mode de propagande pour faire connaître les candidats ne serait pas dépassé, notamment pour des raisons environnementales.

Oui

■ Les panneaux d'affichage électoral public nécessitent une main-d'œuvre qui serait plus utile ailleurs. Ils ont aussi un coût, financier et environnemental. Enfin, ces panneaux ne sont pas forcément un gage d'égalité en matière d'espace alloué aux uns et aux autres.

Christine Defraigne

Cheffe de groupe et tête de liste MR à Liège

Le MR liégeois a pris position en faveur d'une suppression des panneaux d'affichage électoral public. Pourquoi ?

Ce que nous déplorions, c'est le fait que ce sont les ouvriers communaux qui se chargent de coller les affiches. Il y a des besoins criants ailleurs: ils ont déjà beaucoup de choses à faire et ont d'autres priorités. D'autre part, il arrive que des affiches soient arrachées et restent par terre, ce qui a un coût environnemental. Enfin, cet affichage ne peut être que parcellaire: sur un demi-panneau on ne peut pas faire tenir tous les visages des candidats, sauf en les serrant comme des têtes d'épingle. Au fil du temps, nous nous sommes rendu compte que nous n'avions pas beaucoup de place – la portion congrue au mieux...

Le coût de l'affichage public (environ 80 000 euros pour la Ville de Liège) est-il trop élevé ?

La Ville ne roule pas sur l'or. Je ne connais pas le coût global mais si, légalement, nous ne pouvons pas nous passer de panneaux d'affichage public, faisons en sorte que cela soit le moins cher possible.

Si les panneaux venaient à disparaître de l'espace public, par quoi les remplacer ?

La nature a horreur du vide: on trouve toujours des stratégies. Comme d'autres partis, nous privilégions l'affichage militant, par exemple.

Mais le fait que l'affichage public expose toutes les listes candidates n'est-il pas le gage d'une forme d'égalité ?

Non, ce n'est pas un gage de reconnaissance de la proportionnalité, me semble-t-il. Je veux bien concevoir que l'on essaie de mettre tout le monde sur un pied d'égalité, mais il y aura des listes incomplètes qui auront le même espace que nous...

Le rétablissement obligatoire des panneaux d'affichage électoral public en 2012 était-il, selon vous, un pas en arrière à l'heure de l'avènement de la communication 2.0 et des réseaux sociaux ?

C'est vrai, la vie politique a considérablement changé avec les réseaux sociaux. Et ce, à tous les égards – ce n'est pas toujours une partie de plaisir. Mais la vie politique ne se résume pas aux réseaux sociaux. Il y a aussi des personnes qui n'ont pas accès à Internet, ou qui ne sont pas toujours rivées sur leur smartphone ou leur tablette. Donc je ne dis pas qu'il faut nécessairement supprimer tout affichage, notamment privé, mais qu'il faut en minimiser les coûts environnementaux et financiers.

Entretien : Clément Boileau

Anvers a interdit l'affichage électoral

Anvers est la première grande ville belge à avoir interdit l'affichage électoral public. "Nous avons décidé de ne plus placer de panneaux électoraux publics, car cela ne cadre pas avec une ville qui s'investit fortement dans la durabilité et la propreté", a annoncé Johan Vermant, porte-parole de Bart De Wever (N-VA) bourgmestre de la ville, à la RTBF.

Auparavant, pas moins de 105 emplacements étaient destinés à accueillir les affiches électorales à travers la ville. La décision, prise en juin dernier, s'applique donc aux élections communales prévues ce 14 octobre.

Un siècle d'affiches électorales

Exposition. "Faire une élection, c'est raconter une histoire de telle façon que l'enfant qui sommeille en tout électeur croie que le candidat est le seul héros crédible de cette histoire", déclarait Jacques Séguéla à L'Événement du jeudi le 11 octobre 1990. Citant le grand manitou de la communication politique française, l'exposition 100 ans d'affiches électorales se propose de disséquer l'histoire politique de la Belgique à la lumière de ses affiches électorales. "Ce qu'on montre dans cette exposition, c'est que l'affiche électorale a été très importante, notamment à une époque où de nombreux citoyens ne savaient pas lire. Il fallait donc que celle-ci

Ce choix semble ravir plus d'un parti. Pour Groen, il s'agit même d'une très bonne initiative. "Nous souhaitons qu'elle soit appliquée dans toute la Flandre afin que les campagnes électorales soient plus respectueuses de l'environnement", a fait savoir son porte-parole Koen Baetens.

Les réseaux sociaux doivent-ils prendre le relais ? Cela ne se fera pas de suite d'après le politologue de l'Université de Gand, Herwig Reynaert: "Il est possible d'atteindre beaucoup de gens en ligne, surtout des jeunes, mais un certain nombre de personnes restent sur le côté", a-t-il déclaré à la VRT.

soit comprise tout de suite", explique l'historien Serge

Smal, qui présente l'exposition initiée depuis 2012 par l'ASBL Présence et Actions Culturelles (PAC). Même s'il est parfois question de supprimer les affichages électoraux, ce dernier "n' imagine pas que les partis puissent s'en passer au détriment de la proximité avec le citoyen. Et ce, même s'il y a de moins en moins d'idées qui passent dans les affiches actuelles". À l'heure où la communication politique est de plus en plus dynamique, notamment via Internet, l'affiche électorale demeure, selon lui, un élément important du folklore qui entoure une campagne électorale. "Les affiches rappellent aux gens que les élections arrivent...", conclut-il. L'exposition est visible ce samedi à Ougrée, boulevard des arts 90, de 11 h à 20 h.

Non

■ L’affichage électoral public est garant de la visibilité démocratique de tous les projets et listes qui se présentent. C’est aussi un moyen d’accès à l’information, notamment pour ceux qui sont touchés par la fracture numérique et n’ont pas, ou peu, accès à Internet.

Caroline Saal

Cheffe du groupe Écolo à Liège, tête de liste Vert Ardent.

Vous plaidez pour que les panneaux d’affichage électoral publics ne disparaissent pas. Pourquoi ?

L’affichage public reste intéressant, car ces panneaux donnent une information démocratique sur l’ensemble des projets et listes qui se présentent. Il me semble important que tout citoyen ait accès à cette information-là. Par exemple, on a pu entendre certains partis dire qu’il suffit de faire de la publicité sur les réseaux sociaux, mais cela ne prend pas en compte la fracture numérique. Aujourd’hui toute la population est loin d’être sur Internet, et donc tout l’intérêt de l’affichage, c’est qu’il est visible par tout le monde.

Même si cet affichage a un coût environnemental ?

Nos affiches sont imprimées sur du papier recyclé

dans la région liégeoise, et nous avons sensibilisé nos militants au fait de ne pas sur-coller ou arracher les affiches. De même, nous veillons à utiliser le moins d’affiches possible.

Ceux qui plaident pour la suppression des panneaux font remarquer que cela allégerait le travail des ouvriers communaux. C’est légitime ?

Je comprends ce point de vue, mais l’intérêt de l’affichage par les ouvriers communaux est qu’il permet d’éviter des comportements irrespectueux de la part de certains militants de parti, avec des surcollages puérils qui usaient beaucoup d’affiches pour rien. Ce qui doit primer, c’est l’intérêt démocratique.

Mais même si la première affiche est collée par un ouvrier communal, il peut y avoir du surcollage ensuite, non ?

En 2012, quand les panneaux publics ont de nouveau été rendus obligatoires, ce n’est pas ce qui s’est passé: il n’y a eu qu’un incident ou deux.

L’autre critique à l’égard des panneaux d’affichage publics, c’est qu’ils ne comportent pas suffisamment de place pour montrer tout le monde. Comment décidez-vous qui mettre en avant ?

Nous avons réparti les affiches de sorte que chaque candidat soit affiché dans son quartier. Pour ce qui est des panneaux publics, c’est une affiche avec cinq personnes différentes à chaque fois, pensée pour que tout le monde ait sa place. Hormis pour certaines affiches, plus grandes, avec les visages des candidats dits “stratégiques”. Ceux-ci ont été désignés collectivement et sont chargés de porter la campagne. Mais nous tenions à ce que les 49 personnes sur la liste soient représentées puisque le programme a été écrit collectivement, chacun ayant apporté sa contribution aux différentes thématiques.

Entretien: C.I.B.

À Liège, on décolle des affiches, puis on les recolle

Imbroglia. En attendant le tirage au sort prochain qui déterminera un numéro national aux listes qui n’ont pas de représentant au Parlement wallon, toutes les listes candidates liégeoises étaient invitées, lundi, à déposer leurs affiches électorales auprès de la Ville – qui se charge de les coller sur les panneaux officiels. L’objectif était de mettre sur un pied d’égalité les listes ayant un numéro et celles qui n’en ont pas. Si, lundi et mardi, toutes les listes étaient effectivement placardées, la donne a changé mercredi. Sur les panneaux officiels s’étaient en effet glissées des affiches d’Agir, parti d’extrême droite aux accointances néonazies, que la Ville de

Liège a très vite retirées, se servant du motif qu’Agir ne possède pas de numéro national. Problème, Vega et Défi sont eux aussi dépourvus de numéro national. Résultat: leurs affiches ont également été arrachées. Les deux partis ont protesté, critiquant le fait que le parti Vert Ardent (Écolo), se présentant comme une initiative nouvelle, a bénéficié du numéro national initialement attribué à Écolo. Ils ont rappelé que, de toute façon, il ne faut pas nécessairement de numéro national pour pouvoir bénéficier de l’affichage public. Ce qui a conduit le bourgmestre Willy Demeyer à promettre que leurs affiches seront... recollées. Au contraire de celles du parti Agir.